

# RICHEs le service

# maximum

Nicolas Sarkozy a mis à profit la période des vacances pour faire adopter par sa majorité un train de mesures très graves.

1 - Un «paquet fiscal», de près de 14 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires aux riches et aux patrons, Objectif : permettre une nouvelle chute de la valeur travail, et favoriser le "travailler plus" cher à N. Sarkozy.

2 - De nouvelles orientations pour les universités. Leur financement sera largement pourvu par les collectivités territoriales et les entreprises. La concurrence entre universités est ainsi installée et la dépendance aux financeurs privés étendue.

3 - Une remise en cause du droit de grève dans les transports publics : pour soulager les usagers dit le gouvernement. Mais les perturbations dans les transports publics sont dues pour 90% à des défaillances techniques.

En fait, l'obligation pour chaque salarié-e de se déclarer gréviste 48H à l'avance, ainsi que le droit octroyé à l'employeur d'imposer un vote à bulletin secret "pour ou contre" la grève au bout de huit jours de conflit, sont un premier pas vers la remise en cause générale du droit de grève.

4 - L'aggravation pénale pour les multirécidivistes majeurs et mineurs. Cela n'a que l'apparence du bon sens L'accroissement de la population carcérale qui en résultera est estimée à 10 000, alors même que les prisons sont surpeuplées. Tout le monde sait que l'incarcération est une mesure particulièrement inadaptée et dangereuse pour les mineurs.



Le Président de la République a déjà fait savoir qu'il allait accélérer le mouvement à la rentrée. Il prévoit l'instauration d'une fran-

chise sur tous les actes médicaux pouvant atteindre cinquante euros par ans, l'instauration d'une TVA sociale -impôt le plus injuste qui soit- la remise en cause des régimes spéciaux de retraite, les réductions massives de postes dans la fonction publique et notamment à l'Education nationale, la refonte du contrat de travail instaurant la précarisation générale, l'élargissement du recours au travail du dimanche, la mise en concurrence de l'ANPE avec des officines privées. La liste n'est pas exhaustive.

L'ensemble de ces mesures répond à une logique implacable : réduire la valeur du travail, désarmer davantage les salariés de leurs moyens de défense, transférer une nouvelle part de la richesse créée par le travail vers le capital, encourager les riches, diviser les pauvres, les salarié-e-s, les retraité-e-s, les chômeurs, instaurer un nouveau et vigoureux culte du fric roi.

Le style de Nicolas Sarkozy va de pair avec ses mesures : un pouvoir quasi monarchique, un usage ostentatoire de l'argent, une dévotion rendue à la caste des nantis, une starisation recherchée des faits et gestes présidentiels rabattant les médias à ce service. C'est humiliant pour la République.

Dès cet été, des résistances se sont organisées. Au parlement avec les député-e-s, sénateurs et sénatrices communistes et de gauche. Et le 31 juillet, plusieurs milliers de salarié-e-s se sont rassemblés pour la défense du droit de grève à l'appel des organisations syndicales dans toute la France.

Nous sommes totalement engagés dans ce combat de résistance et nous voulons tout faire pour favoriser son développement.

Pour cela, il faut comprendre les raisons de l'échec électoral de ce printemps qui est l'échec de toute la gauche. Cela passera par un examen sans concession des program-

mes et des stratégies de rassemblement de toutes ses composantes. Le Parti communiste s'y engage résolument.

Nous ne voulons pas le faire seuls. Nous voulons reprendre le dialogue public avec les forces du travail, de la création, avec celles et ceux qui souffrent dans cette société de plus en plus dure et inégalitaire.

Nous voulons débattre avec les militants de toutes les forces syndicales, associatives et politiques progressistes.

Nous avons besoin de renouer les fils des confrontations, des élaborations et des constructions politiques afin d'ouvrir le plus vite possible une perspective crédible de rassemblement majoritaire pour battre la droite et répondre véritablement aux attentes populaires d'aujourd'hui.

# La fête de l'Humanité 14, 15 et 16 septembre



Elle sera la première grande occasion de rencontres et de débats avec celles et ceux qui font le journal l'Humanité, avec les militants et les dirigeantes et dirigeants, les élus communistes venus de toute la France, mais aussi avec des représentants des forces progressistes en France, en Europe et dans le monde.

Nous vous invitons à en faire votre rendez-vous de rentrée, comme acte de résistance et d'espérance.



Le Parti communiste pour se défendre et pour changer les politiques en France et en Europe

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse.....euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Nom, prénom.....

Adresse.....

Téléphone, courrier électronique.....

renvoyer à: Parti communiste français 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19  
Tél: 01 40 40 12 12 e-mail: pcf@pcf.fr web: www.pcf.fr